

ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE L'APW DE ANNABA

Le RND, le PT et le MSP
dénoncent l'opération

Si l'installation, hier, de Farouk Djeraia, à la présidence de l'Assemblée populaire de wilaya de Annaba, en remplacement de Laid Hadji, élu au Sénat, s'est déroulée dans une ambiance quelque peu froide, il n'en a pas été de même dimanche lors du vote pour l'élection d'un des deux candidats en course.

Il s'agissait de Farouk Djeraia, candidat FLN (proche du député Bahaeddine Tliba) qui pouvait compter sur la majorité des membres de l'APW représentatifs du FLN plus ceux du FND, et Mohamed Ayad (RND) qui bénéficiait à l'occasion du soutien des élus APW des partis du MSP et du PT.

Y avaient participé les 39 membres de cette institution représentative des 650.000 habitants de Annaba. Gestes et propos déplacés avaient marqué cette élection. Avant l'opération

de vote, un différend opposa les deux parties protagonistes quant au choix d'une formule de consultation : bulletin unique ou multiple. Et ce n'est que suite à l'intervention du wali présent dans la salle que ce différend a été réglé, après qu'il eût consulté le wali d'Oran où cette élection s'est déjà déroulée.

Ayant eu lieu finalement, le scrutin avait donné 21 voix pour Djeraia et 17 voix pour son concurrent Mohamed Ayad. Il y avait également un bulletin nul. Dans un communiqué conjoint,

remis à la presse hier, les partis du RND, du MSP et du PT représentés à l'APW Annaba «regrettent la manière» dont s'est déroulée la consultation marquée, selon eux, par «des hésitations et l'incapacité du directeur de la réglementation et de l'administration générale (Drag) de mener à bien l'opération ainsi que par les propos déplacés qu'il avait tenus».

Ils dénoncent aussi «la présence incongrue de certains dirigeants centraux du FLN et les pressions qu'ils avaient exercées sur les élus en faveur de leur candidat». Tout comme ils se disent «consternés par la mauvaise représentation aux Assemblées locales de certains élus» qu'ils tiennent pour «responsables de la situation dans

laquelle se trouve notre wilaya et pour laquelle nous nous excusons auprès des Annabis».

Les signataires du document «apprécient à sa juste valeur les interventions judicieuses du wali qui ont permis de régler le différend et mener à son terme l'opération de vote». Ils saluent en conclusion «la hauteur de vue politique des élus des différents partis qui ont formé un front uni contre les pratiques néfastes». «Nous serons toujours aux côtés des citoyens de la wilaya pour défendre l'intérêt général», soulignent les rédacteurs du communiqué conjoint signé par les représentants du RND, MSP et PT à Annaba.

A. Bouacha

BOUMERDÈS

Le Centre culturel islamique portera le nom
du chahid Mekharef

Lors de sa visite dans la ville de Boumerdès, le ministre des Moudjahidine Tayeb Zitouni a dévoilé la plaque commémorative du nom du chahid Amar-Mekharer dont sera baptisé le Centre culturel islamique de la ville de Boumerdès.

La cérémonie s'est déroulée en présence de la veuve du chahid, de son fils et de sa fille Docteur Fatiha Mekharef, présidente du bureau de Boumerdès de l'association Ikra et présentement députée, élue sur la liste du RND.

Le chahid est né en 1928 à Bouderbala dans le territoire de la wilaya de Bouira. Il était, avant le déclenchement de la guerre de Libération, un imam apprécié par la population de Souk El Had

dans la wilaya de Boumerdès. Il a adhéré au PPA et à l'association des Oulema. Au déclenchement de la Révolution, il a rejoint le FLN en 1955. Il se voit confier le poste de commissaire politique du sud de la wilaya de Boumerdès, partiellement rattachée à la wilaya IV historique. Comme il était lettré, le FLN, qui voulait créer sa propre administration et justice, lui a confié plusieurs autres fonctions.

Comme cadi, il intervenait

pour juger et résoudre les conflits mettant en cause des Algériens autochtones et il faisait également fonction d'officier d'état-civil du FLN. Il a donné l'exemple en inscrivant la naissance de sa fille sur les registres du FLN.

Le chahid est tombé au champ d'honneur avec 3 autres compagnons d'armes, le 21 juin 1958 lors d'un accrochage avec l'armée française sur le mont de

Bouzegza dans la circonscription d'Alma actuellement Boudouaou. Il y a lieu de noter que le désormais Centre culturel Amar-Mekharef, inauguré récemment, connaît un certain dynamisme.

Régulièrement en effet, des activités culturelles y sont organisées, notamment des conférences et des expositions de sensibilisation contre les maux sociaux.

Abachi L.

TIARET

Commémoration de la création
du premier code communal

Le 18 janvier 1967, date incarnant la création du premier code communal après l'indépendance conformément à l'ordonnance 67-24, a été commémoré avant-hier à Tiaret en présence de l'ensemble des élus et responsables de la wilaya.

Ainsi, juste après la lecture de la lettre du MICL rédigée pour la circonstance, les autorités locales ont saisi l'opportunité pour rendre hommage à quelque 14 anciens élus dont deux familles ayant perdu les leurs

lors de la décennie noire. Cette commémoration a été, par ailleurs, mise à profit par le wali pour rappeler le rôle incontesté des communes dans le développement territorial à même d'exhorter les élus à créer un espace

de concertation sous forme d'un conseil de sages en vue de débattre des questions liées à la prise en charge de façon efficace de tous les dossiers relevant du service public.

A noter que le code communal de 1967 spécifie l'organisation de la commune, définit ses attributions et son financement.

Mourad Benameur

RELIZANE

Des chaussées complètement
défoncées à Semmar

Agglomération située à une vingtaine de kilomètres de Relizane, elle a pris une expansion fulgurante depuis la transformation de Semmar en une seconde ville, plus importante que le chef-lieu, qui s'étend de part et d'autre de la rue principale, avec ses vieilles bâtisses qui croulent sous le poids des ans.

Mais toute médaille a son revers et Yellel croule sous le poids des ordures ménagères, qui sont souvent «oubliées» par les services en charge de l'entretien. Les rues, autrefois goudronnées, perdent peu à peu de leur asphalte et sont

parsemées de crevasses et de nids-de-poule, qui rendent la circulation automobile très éprouvante.

Pour les habitants de ce village qui possèdent des véhicules, se rendre au village pour les achats quotidiens demande une sacrée

dose de patience, surtout au niveau du pont de chemin de fer qui surplombe la route, où la chaussée est quasiment impraticable, avec d'énormes crevasses, pleines d'eau de pluie et qu'ils ont d'énormes difficultés à éviter.

Justement, il n'est pas inutile de signaler l'urgence à combler les fossés et les crevasses avec, en attendant mieux, du tout-venant à défaut de bitume.

A. Rahmane

ARRIB (AÏN DEFLA)

La colère des
bénéficiaires
des logements
promotionnels
aidés

Ils sont 44 signataires de la pétition adressée le 13 janvier dernier au wali, le sollicitant d'user de l'autorité qui lui est conférée pour débloquent la situation à laquelle ils sont confrontés depuis 2013 concernant le bénéfice de logements dans le cadre du dispositif LPA (logements promotionnels aidés).

Selon les signataires, le projet de construction sur lequel ils ont été déclarés éligibles, n'a même pas encore été entamé depuis 2013 à ce jour.

Ils ajoutent «ce retard qui n'a, à notre connaissance, pas de justification nous a été très préjudiciable par le spectre de la location et la remise à plus tard de notre vœu de fonder une famille», et de poursuivre «malgré toutes les démarches que nous avons entreprises à tous les niveaux, nous nous sommes heurtés à l'insouciance des responsables, à la bureaucratie et au laisser-aller».

Et les pétitionnaires de conclure «il ne nous reste plus que l'appel que nous vous lançons M. le wali, confiant en votre souci permanent d'être au service de la population pour répondre à ses attentes».

Karim O.

GUELMA

Gel de l'APC, après rupture
du dialogue

La session extraordinaire qui a regroupé, le 12 janvier dernier, le P/APC (FLN) et les membres de l'assemblée communale qui comporte 33 élus, dont 12 d'obédience FLN, 5 RND, et 4 respectivement MPA, PT, MEN, et AAV, a été encore infructueuse.

Les deux premiers rendez-vous ratés ont eu lieu les deux derniers mois. Même topo donc pour le troisième.

Les opposants, au nombre de 23, ont claqué la porte, la raison est qu'ils contestent la composante de l'exécutif, l'attribution des commissions, des délégations et des vice-présidences.

La dernière rencontre, qui était l'ultime chance pour sauver les meubles, a tourné court, affirment les élus qui n'ont obtenu aucune réponse à leurs revendications.

Pour un élu RND, interrogé par un citoyen, il l'a bien résumé : «Le maire a joué, il a perdu ; c'est les citoyens qui payent».

Constatant l'impasse et les dissensions au sein de l'APC du chef-lieu de wilaya, la première responsable de la wilaya décide de passer à l'action en gelant l'assemblée. Elle désigne un administrateur afin de gérer les affaires courantes.

Une décision qui a été prise après rupture totale du dialogue entre les protagonistes, «mais également pour débloquent les projets pris en otage dans cette situation», révèle une source proche de l'administration. Affaire à suivre...

Noureddine Guergour